



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/15/Add.10
21 mars 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSÉ SUCCINCT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES QUESTIONS
DONT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EST SAISI ET SUR L'ÉTAT
D'AVANCEMENT DE LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/1996/15, du 11 janvier 1996, S/1996/15/Add.4, du 9 février 1996, et S/1996/15/Add.8, du 8 mars 1996.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 16 mars 1996, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur la question suivante :

La situation en Somalie : (voir S/23370/Add.11, S/23370/Add.16, S/23370/Add.30, S/23370/Add.34, S/23370/Add.48, S/25070/Add.12, S/25070/Add.23, S/25070/Add.38, S/25070/Add.43, S/25070/Add.46, S/1994/20/Add.4, S/1994/20/Add.21, S/1994/20/Add.33, S/1994/20/Add.38, S/1994/20/Add.43, S/1995/40/Add.13 et S/1996/15/Add.3; voir également S/23370/Add.3)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3641e séance, le 15 mars 1996, conformément à l'accord intervenu au cours de ses consultations antérieures sur la question. La séance a été suspendue, puis reprise.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de l'Algérie, de Djibouti, de l'Éthiopie, de la Guinée, de l'Inde, de la Jordanie, du Kenya, du Maroc, de l'Ouganda, du Pakistan, du Rwanda, du Swaziland, de la Tunisie et du Zimbabwe, qui en avaient fait la demande, à participer au débat sans droit de vote.

Comme suite à la demande contenue dans une lettre du 15 mars 1996, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Guinée-Bissau auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1996/196), le Président, avec l'assentiment du Conseil, a adressé une invitation à M. Ibrahima Sy, Observateur permanent de l'Organisation de l'unité africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire.
